N° 7124¹²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2020-2021

PROJET DE LOI

portant modification :

- 1° de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;
- 2° de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives ; en vue de l'institution d'un recours contre les décisions de sanctions administratives communales

* * *

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
<i>Avis des Autorités judiciaires:</i>	
1) Avis de la Cour administrative	
– Dépêche du Président de la Cour administrative au Ministre de la Justice (31.5.2021).....	1
2) Avis du Tribunal administratif	
– Dépêche du Président du Tribunal administratif au Ministre de la Justice (31.5.2021).....	2

*

**DEPECHE DU PRESIDENT DE LA COUR ADMINISTRATIVE
AU MINISTRE DE LA JUSTICE**

(31.5.2021)

Madame la Ministre de la Justice,

J'ai l'avantage de vous faire parvenir en annexe l'avis de Monsieur le Président du tribunal administratif concernant le projet de loi sous rubrique. Pour ma part, je peux me rallier entièrement à cet avis, compte tenu des observations antérieurement déjà formulées.

Veillez agréer, Madame la Ministre, l'expression ma très haute considération.

Le Président de la Cour administrative,

Francis DELAPORTE

*

**DEPECHE DU PRESIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF
AU MINISTRE DE LA JUSTICE**

(31.5.2021)

Madame la Ministre,

J'accuse bonne réception de votre courrier du 20 mai 2021 me demandant d'émettre mon avis sur les amendements gouvernementaux au projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ; 2° de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives ; en vue de l'institution d'un recours contre les décisions de sanctions administratives communales.

Les amendements en question n'appellent pas de commentaires particuliers, dans la mesure notamment où ils rencontrent certaines des remarques formulées dans le cadre de l'avis antérieur du tribunal administratif du 18 mai 2017 et en particulier où ces amendements redressent les problèmes relevés relatifs à l'absence de toute procédure spécifique d'audition de témoins.

Le législateur serait d'ailleurs bien avisé de s'inspirer directement de cette procédure à l'occasion d'une éventuelle refonte des articles 11 et 12 la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, voire à l'occasion de la prévision de sanctions administratives dans le cadre d'une future « loi pandémie », les délais d'instruction imposés par le législateur en cette matière rendant toute audition de témoins à décharge impossible à défaut de toute procédure spécifique.

Veillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma haute considération.

Le président du tribunal administratif,
Marc SÜNNEN